

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES du 5 MARS 1967

2^e Circonscription du Finistère (Brest I)

Aimé QUELLEC



CANDIDAT DU

Centre Démocrate et Républicain

46 ans (Brestois depuis 40 années)

4 enfants

Engagé volontaire
Ancien combattant

Retraité de l'Arsenal

(Petit commerçant jusqu'au 31-12-66)

Croix du Combattant

REMPLAÇANT :

M^{me} QUELLEC, née MARTIN Marie

Electrices, Electeurs...

IL FAUT QUE CELA CHANGE :

La réélection difficile du Général de Gaulle a démontré l'essoufflement du régime, dont l'existence est liée à celle de son chef.

Un député doit être d'origine modeste, un combattant civique, il doit intervenir fréquemment dans les débats parlementaires afin de modifier des lois injustes. Il doit dénoncer les scandales et être assidu aux séances de l'Assemblée Nationale. Je m'engage formellement et immédiatement à démissionner si je votais le contraire des promesses électorales.

Le centrisme représente la seule chance du pays dans l'après-gaullisme, car par-delà les divisions du passé, les querelles dépassées, il veut réaliser l'union de tous les bons Français épris d'ordre, de stabilité et de progrès, adversaires des aventures et des extrémismes.

Le Centre c'est l'avenir

Le Centre Démocrate et Républicain sous le patronage duquel je me présente à vous veut travailler au rapprochement et si possible à la coordination de toutes les forces centristes (Centre Démocrate de M. Jean Lecanuet, Centre Républicain de M. André Morice), dans une majorité nouvelle.

Ce que nous voulons sur le plan national :

A l'EXTERIEUR la PAIX, c'est-à-dire une politique décidée à l'assurer :

— Par la constitution d'une Europe unie sur le plan politique et économique, dans laquelle toutefois les nations doivent conserver leur personnalité.

— Par le renforcement de notre amitié traditionnelle avec l'Angleterre qui devra entrer dans le Marché Commun et l'entretien de bonnes relations avec nos voisins.

— Par le maintien de l'Alliance Atlantique avec les Etats-Unis d'Amérique sans lesquels l'Europe Occidentale eut été communisée.

— Obtenir des accords économiques avec nos ex-colonies qui permettent des relations commerciales suivies et véritables et des échanges profitables à 100 millions d'humains.

A l'INTERIEUR, la STABILITÉ par l'application loyale et honnête de la Constitution, laissant une place à l'initiative et aux pouvoirs des parlementaires (actuellement caporalisés et devenus de simples robots) élus par le peuple souverain.

La constitutionnalité des lois sera garantie par l'institution d'une Haute-Cour. L'article 16 doit être retouché ou abrogé. Le Président de la République doit être un arbitre: sinon les Républiques vont se succéder très rapidement comme les gouvernements en 3^e et 4^e République. Actuellement, nous vivons sous le pouvoir personnel, ce qui est anti-démocratique.

L'EXPANSION ECONOMIQUE qui doit :

— Etre favorisée par le développement des échanges résultant du Marché Commun et l'accroissement des investissements rendu possible par la diminution des dépenses de prestige (force de frappe, etc.).

— Se traduire : a) par un soutien et une réanimation des activités régionales (je pense, en particulier, à l'Arsenal de Brest que je défendrai avec énergie, ainsi que son personnel, dont une partie pourrait travailler à la reconversion avec un potentiel humain qui pourrait être doublé et bénéficier de l'application correcte du décret du 22 mai 1951.

Jamais, en près d'une décennie — le gaullisme n'a appliqué l'association capital-travail pour notre grand établissement de l'Etat. Il ne le fera jamais ; car cette formule lui est inapplicable, puisque l'Arsenal ne vend rien).

b) par un effort accru de décentralisation industrielle, qui favorisera l'emploi et l'avenir de nos jeunes afin d'enrayer l'exode des meilleurs éléments de la population.

c) par une diminution de la fiscalité qui assurera la relance de l'activité et la survie du petit et moyen commerce (menacé par Edouard Leclerc de disparition, le

récent châtelain de Saint-Divy). Qui paiera les patentes ? le consommateur directement.

LE PROGRÈS SOCIAL profitant à toutes les classes de la nation qui doivent toutes bénéficier de l'élévation du niveau de vie par :

- 1) la suppression des zones de salaires ;
- 2) la promotion des travailleurs ;
- 3) l'abaissement de l'âge de la retraite ;
- 4) le tout s'accompagnant de mesures de protection particulière pour certaines catégories (vieillards, invalides et infirmes, femmes seules, etc.) ;
- 5) d'une lutte systématique et organisée contre les fléaux sociaux : cancer, poliomyélite, pollution atmosphérique dans les villes, pollution de l'eau ;
- 6) de la construction de logements ; tout en veillant que les expropriés des ZUP ne soient pas spoliés ;
- 7) de l'organisation des loisirs spécialement pour la jeunesse (développement des sports...)

Notre programme sur le plan régional et local :

Les Bretons ont consenti assez de sacrifices pour avoir le droit de compter sur une aide accrue de la collectivité nationale. Elle doit se manifester sur tous les plans pour le soutien des prix agricoles comme pour l'industrialisation de notre extrême-Ouest ou le développement au Tourisme. Je demanderai le concours de la Commission de la Communauté Economique Européenne afin qu'elle intervienne. Tous mes efforts tendront à faire de BREST le pôle de développement et la « capitale du bout du monde » par l'encouragement à l'implantation d'industries, le développement de l'enseignement supérieur.

Toutes les classes sociales sont liées et solidaires dans une circonscription.

Je défendrai avec acharnement les droits et revendications des sous-officiers, retraités civils et militaires et veuves que le gouvernement oublie.

Les cultivateurs de Bohars, Gouesnou et Bohars vendront plus facilement leurs produits agricoles si les citadins bénéficient de ce programme. Ces derniers n'éprouveront pas le besoin de se ravitailler chez Edouard Leclerc qui :

— stoppe le salaire minimum interprofessionnel garanti (S.M.I.G.), le gouvernement prenant ses articles en références.

— vendra plus cher que les petits commerçants, lorsqu'il aura le monopole de la vente.

Il faut assurer la protection du petit et moyen commerce qui pourra payer les patentes et autres impôts, afin que les communes, le département et l'Etat puissent investir.

Tel est mon programme, tel est le programme du CENTRE.

Je proclame que je suis, en effet, LE CANDIDAT DU CENTRE et je suis le seul.

Les autres candidats :

Edouard LECLERC est un gaulliste camouflé.

Le candidat de l'U.N.R., M. DROGOU, symbolise le soutien inconditionnel au général de Gaulle, et l'obéissance au garde-à-vous.

M^e LOMBARD qui a déjà fait une grande consommation d'étiquettes, n'en prend cette fois aucune et il le souligne dans les réunions publiques, même en présence du conseiller municipal M.R.P. de corvée qu'il contraint à l'accompa-

gner au nom de la solidarité municipale et qui fait semblant d'oublier qu'aux élections cantonales de mars 1964 M^e LOMBARD, dans son journal « Brest-Eclair », avait annoncé que son groupement des Indépendants Brestois et le M.R.P. avaient formée sur le plan local un « Centre démocratique » qui patronnait la candidature de Mlle LE ROUX, adjointe-maire M.R.P. Qu'aux élections municipales de mars 1965 la municipalité actuelle de « L'Entente démocrate », c'est-à-dire du Centre Démocrate alors en gestation — qu'enfin lors des élections présidentielles, M^e LOMBARD a pris position en faveur de la candidature de LECANUET contre celle du Général de GAULLE.

Calquant son attitude sur celles de quelques autres maires, M^e LOMBARD a tenu à reprendre ses distances en raison de l'incertitude des temps...

Ces Messieurs craignent de miser sur le mauvais cheval et ont décidé d'attendre les résultats des élections avant de savoir vers lequel — LECANUET ou GISCARD — ils doivent se tourner. (Pour combien de temps ?).

Ce n'est pas l'intérêt de leurs villes qui guide ces notables mais le seul souci de leur carrière politique.

Les électeurs ne se prêteront pas à ces jeux dignes de la IV^e République : quel crédit et quelle autorité peuvent avoir ceux qui rallient les vainqueurs après la victoire ? C'est avant la bataille qu'il faut choisir son camp. Surtout que M^e LOMBARD sait qu'un député sans parti n'a pas le droit aux Commissions à l'Assemblée Nationale et est alors un zéro.

Le talent oratoire reconnu de M^e LOMBARD ne semble pas un argument suffisant ; son éloquence qui impressionne fort certains Brestois et surtout Brestoises aurait peut-être été de mise au cours des joutes parlementaires des Républiques défunctes, et les débats-fleuves ; M^e LOMBARD a convenu lui-même que ce n'était plus adapté au style de l'époque en prenant la parole à trois reprises seulement à la tribune de l'Assemblée au cours de la législature 1958-1962 où il fut député, les 18 novembre 1959 et les 10 et 22 novembre 1960 (dans une de ses interventions il traita avec compétence de l'hôtellerie), quant aux 10 000 emplois créés dont il se targait dans le n° 30 de « Brest-Eclair » nous savons que c'est du bluff (en réalité 3 930 emplois nouveaux dans le Finistère de 1955 à 1965, selon M. COLIN ; 1 756, à Brest, selon les grévistes lors du meeting du 1^{er} février 1967).

Le résultat le plus concret d'une élection de M^e LOMBARD serait une nouvelle augmentation des impôts locaux que fort de ce vote de confiance il se croirait autorisé à décider.

Pas de surprise de ce genre à redouter du Brestois moyen que je suis, qui se présente à vous comme un homme de bonne volonté, désireux de servir vos intérêts et ceux de notre belle ville.

Retraité de l'Arsenal, fils de petit fonctionnaire, je connais les préoccupations des travailleurs de l'Etat et de la fonction publique. Beau-fils de paysans, je me pencherai sur le sort des cultivateurs.

Une activité commerciale poursuivie pendant 8 années m'a permis de me tenir au contact de toutes les couches de la population et de tous les milieux sociaux. Vous qui êtes indécis, vous qui avez été abandonné, vous qui avez été trahi par un homme ou par un parti qui n'a pas appliqué son programme électoral vous voterez pour un Brestois comme vous, le 5 mars prochain.

Vous voterez pour Aimé QUELLEC

Candidat du CENTRE DÉMOCRATE et RÉPUBLICAIN

Un homme nouveau au service d'une politique nouvelle qu'il appliquera sous peine de démissionner

Tous aux urnes ! Pas d'abstentions, *Vive BREST ! Vive la FRANCE.*